

Bruxelles fait un petit pas prometteur vers l'Europe de la défense



Par **Mathieu Solal**

20 juillet 2022 à 6h00

- [Twitter](#)
- [LinkedIn](#)
- [Facebook](#)
- [Email](#)

La Commission européenne se positionne sur l'achat de matériel militaire

ABONNES

Votre abonnement vous permet de lire cet article



Thierry Breton

Sipa Press

Les faits -

Le commissaire européen au Marché intérieur, Thierry Breton, a présenté mardi une proposition de règlement, baptisé EDIRPA (European Defence

Industry Reinforcement through common Procurement Act), visant à mettre en place un instrument de soutien à l'acquisition conjointe de matériel de défense. Ce mécanisme « de court terme », doté de 500 millions d'euros, permettrait de financer partiellement les achats communs consentis par des groupes d'au moins trois Etats membres et concernant du matériel produit dans l'UE.

De prime abord, ce n'est qu'une goutte d'eau. Dans l'océan des besoins des Etats européens en matériel de défense, évalués à plusieurs centaines de milliards d'euros car décuplés à la fois par la prise de conscience du danger russe et la nécessité de remplacer les armes envoyées à l'Ukraine, les 500 millions d'euros mis sur la table ce mardi par la Commission européenne ne pèsent pas bien lourd. Le nouveau mécanisme de soutien à l'acquisition conjointe de matériel de défense produit par l'industrie européenne, doté de cette enveloppe, a pour objectif de produire « un effet levier de plusieurs milliards d'euros », mais n'est qu'un « projet pilote », explique son concepteur, le commissaire au Marché intérieur, Thierry Breton.

Alors que la demande européenne risque fort de se porter majoritairement vers l'offre américaine, le « [Buy European Act](#) » ardemment espéré par certains, notamment côté français, est encore loin de naître. Le vice-président du groupe français Safran, Brice Lançon, n'en a pas moins salué sur Twitter un « règlement historique » pour le « développement de la base industrielle et technologique de défense européenne » et le « soutien à l'Ukraine ».

Le budget ne financera pas directement le matériel, mais subventionnera les Etats qui s'allient pour le faire

L'industriel ne s'y trompe pas : malgré la faiblesse de l'enveloppe, l'initiative constitue bien une petite révolution institutionnelle, offrant de nouvelles perspectives à l'Europe de la défense. La Commission ne s'était en effet jamais aventurée sur le terrain de l'achat d'armes, qui ne peut être imputé au budget de l'UE, aux termes du traité de Maastricht. Appelé à agir par les Etats membres, le service juridique de l'exécutif européen a néanmoins trouvé la faille : aux termes du nouveau mécanisme, le budget ne financera pas directement le matériel, mais subventionnera les Etats qui s'allient pour le faire.

Soutien politique. « Cette initiative confirme la tendance à communautariser les compétences en matière de politique industrielle de défense, analyse Federico Santopinto, chargé de recherche au GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité). Ce n'est plus seulement de la coopération, mais de l'intégration, à l'image de ce qui a été fait en 2017 avec le fonds européen de défense. » Lui aussi était doté de 500 millions d'euros au

départ. Cet instrument destiné à soutenir la recherche et développement de l'industrie européenne est désormais doté d'1 milliard d'euros par an. Une revue à la hausse des ambitions que pourrait aussi connaître le projet pilote dévoilé mardi.

Il en faudra certes plus pour mettre un terme à la fragmentation de l'industrie et des capacités européennes, et rivaliser avec l'industrie américaine. Dans un environnement juridique compliqué, et un contexte de pressions de l'Oncle Sam, l'initiative ne marque pas moins une étape prometteuse vers l'Europe de la défense.

Reste à savoir si les Etats membres, et notamment les plus atlantistes, seront au diapason. L'initiative devra en effet faire l'objet d'un fort soutien politique et d'un succès dans les investissements générés pour pouvoir être transformée en « l'instrument pérenne » que Thierry Breton ambitionne.